

GIDEON SA'AR



Gideon Sa'ar, député à la Knesset, président du groupe parlementaire du Likoud et coordinateur de la coalition gouvernementale. (Photo: Bethsabée Süßmann)

Par Roland S. Süßmann

Dans notre série sur les jeunes leaders en Israël, nous avons présenté dans notre dernière édition Yuval Steinitz, président de la commission de la Défense à la Knesset. Aujourd'hui, nous avons interviewé **GIDEON SA'AR**, député à la Knesset et président du groupe parlementaire du Likoud. M. Sa'ar détient actuellement le poste important et ingrat de coordinateur de la coalition, qui demande beaucoup de patience et de diplomatie.

Âgé de 37 ans, Gideon Sa'ar est marié et père de deux enfants. Avocat de métier, il est diplômé en Sciences politiques et en Droit. Après avoir terminé ses études, M. Sa'ar a travaillé de 1995-1997 au Bureau du procureur général puis, de 1997 à 1998, comme assistant au Bureau du procureur d'état. Fin 1998, le Premier ministre M. Benjamin Netanyahu lui a offert de devenir secrétaire de son bureau, mais six mois plus tard, M. Sa'ar s'est retrouvé sans emploi, Éhud Barak ayant accédé au pouvoir. Avec un ami, il a alors ouvert à Tel-Aviv un bureau d'avocats spécialisé dans tous les types de droits existant en Israël. Après la première élection d'Ariel Sharon en 2001, M. Sa'ar a été nommé au poste de secrétaire du gouvernement, position qu'il a quittée en novembre 2002 afin de pouvoir



«Il est essentiel que la barrière de sécurité ne soit pas construite sur la frontière de 1967, qu'elle réponde à des critères sécuritaires et qu'elle ne devienne pas une frontière politique.»

se présenter aux élections parlementaires. Après avoir été élu au 18^e rang sur la liste du Likoud, le Premier ministre lui a confié deux casquettes: celle de président du groupe parlementaire du Likoud à la Knesset, qui détient actuellement 40 mandats, et celle de coordinateur général de la coalition. Il faut bien comprendre que dans le cadre de la politique israélienne, M. Sa'ar joue un rôle primordial: c'est lui qui décide si la coalition doit voter de manière unanime, si les partis peuvent garder leur liberté de choix et si les députés peuvent voter librement. M. Sa'ar est membre des sept commissions les plus importantes de la Knesset.

Nous vivons à une époque où la discipline de coalition est tout juste maintenue et où celle de parti est pour ainsi dire réduite à zéro. On a l'impression que chaque parlementaire est avant tout préoccupé par ses propres intérêts et son avenir politique. Quelles mesures avez-vous prises pour faire régner un minimum d'ordre dans un domaine où une certaine forme d'anarchie semble s'installer?

Le seul fait d'être au pouvoir et chargé d'une mission par le souverain constitue quelque chose de très sérieux qui doit être traité avec précaution, gravité et responsabilité. J'estime que tout doit être entrepris pour maintenir la stabilité politique. C'est pourquoi, lorsque le Premier ministre m'a

offert ce poste, je lui ai dit que je ne pouvais l'accepter que si un certain nombre de conditions étaient remplies. La première était que les postes clés à la tête des diverses commissions de la Knesset soient concentrés entre les mains du Likoud et non pas confiés à des membres d'autres partis. Dans le passé, nous avons par exemple donné la direction de la Commission des finances à un autre parti, ce qui nous a valu de nombreux ennuis et fait dépenser beaucoup d'énergie, sans parler des importantes pertes financières pour l'État. J'ai également demandé que nous établissions une coalition stable où les initiatives personnelles seraient pour ainsi dire bannies. Dans les législatures précédentes, pratiquement chaque lundi nous devions faire face à des motions de censure qui mettaient le gouvernement en danger. Nous avons fait passer une loi exigeant que les initiatives privées soient taxées d'un million de dollars et que chaque lecture (trois sont nécessaires pour faire passer une loi) bénéficie d'un minimum de cinquante votes positifs. Ceci a considérablement réduit les vocations... Grâce à ces deux éléments, nous avons pu effectivement exercer notre pouvoir et procéder aux réformes économiques qui commencent à être couronnées de succès.

Selon votre explication, le Likoud était dans une position de pouvoir où il était gagnant sur tous les



En sa qualité de coordinateur de la majorité, M. Gideon Sa'ar dispose d'un très grand pouvoir.

plans. Or aujourd'hui, il se retrouve avec une coalition minoritaire et dans l'obligation de mener des négociations pour rétablir une certaine respectabilité. Comment en êtes-vous arrivés à ce point ?

Il est vrai que nous avons la coalition la meilleure, la plus stable, la plus soudée et la plus forte que le pays ait connue depuis une dizaine d'années. Lorsque le Premier ministre m'a parlé de son plan de retrait unilatéral de Gaza, je lui ai dit que pour maintenir notre stabilité et notre pouvoir, il valait mieux présenter un plan acceptable par l'ensemble du camp national. Malheureusement, les choses ont pris une autre tournure et, bien que nous n'ayons pas encore perdu notre statut, nous sommes effectivement diminués.

Parlons du plan de retrait. Supportez-vous l'idée que des Juifs soient expulsés de leurs maisons par d'autres Juifs et que certaines zones d'Israël soient faites «Judenrein» (vidées de ses juifs) ?

Tout d'abord, je dois dire que je me suis opposé à ce plan. Cela dit, je pense qu'une telle démarche n'est légitime que dans la mesure où elle sert les intérêts nationaux. La question qui se pose, et c'est là le fond du débat, est de savoir si ce plan est ou n'est pas dans l'intérêt national. Actuellement, il est très difficile d'évaluer ce point précis. Nous

sommes dans une situation qui n'est pas très claire. En effet, si nous regardons les dernières étapes, elles peuvent se résumer aux quatre éléments suivants: promesse israélienne faite à l'administration américaine, décision gouvernementale, opinion publique largement favorable et rejet très net dans le cadre de la consultation du Likoud. Je crois que c'est l'opinion publique qui, en définitive, fera la différence. Nous avons vu ce qui s'est passé au Liban. Au début, tout le monde était contre un retrait unilatéral et, progressivement, l'opinion publique a changé au point qu'Éhoud Barak a fait de ce sujet un cheval de bataille de sa campagne électorale, ce qui lui a permis de gagner les élections. En quelque sorte, il en va de même pour la question de Gaza. Avant que le Premier ministre n'adopte ce projet, tout le monde était contre l'idée d'un retrait unilatéral. Bardé de son prestige et de son engagement historique pour le peuplement juif des régions de Judée, de Samarie et de Gaza, Ariel Sharon met aujourd'hui tout en œuvre pour que le retrait ait effectivement lieu, et le public lui fait confiance et lui apporte son soutien inconditionnel. D'ailleurs, il est intéressant de constater que les seules concessions douloureuses que la population ait jamais acceptées ont toujours été celles faites par un Premier ministre de droite. Mais lorsque je regarde le projet dans son ensemble avec, comme première étape, la liquida-



Gideon Sa'ar est directement impliqué dans les démarches les plus importantes du gouvernement israélien.

tion des villages juifs de Gaza et de quelques villages de Judée-Samarie, comme seconde, le gel des constructions dans ces régions et finalement, la mise en place de la «Feuille de Route» avec pour but la création d'un état palestinien en Israël, il m'est simplement impossible de l'accepter. Ceci ne signifie pas que je sois absolument opposé à toute forme d'évacuation de points de peuplements juifs en Judée-Samarie-Gaza. Toutefois, je dois me rendre à l'évidence et admettre qu'en définitive, le plan de retrait unilatéral de Gaza sera exécuté en raison du soutien de l'opinion publique et parce qu'il a été présenté à la communauté internationale, qui l'a accepté et soutenu. Cela n'exclut pas que dans trois ans, nous estimions qu'il s'agissait en fait d'une grave erreur, comme cela a été le cas pour les Accords d'Oslo. Les opposants à ce plan ont un énorme travail à faire pour changer le point de vue de l'opinion publique mais, s'ils réussissent, toute la problématique en sera changée.

Vous nous dites que vous n'êtes pas fondamentalement opposé à l'évacuation de villages juifs, mais pensez-vous effectivement qu'une telle mesure soit inévitable ?

Je ne suis pas persuadé que chacun des 21 points de peuplements juifs de Gaza réponde à une néces-

sité sur le plan sécuritaire. De plus, il a toujours été sous-entendu, et ce par l'ensemble des gouvernements israéliens successifs, que les villages juifs de Gaza ont été créés pour servir de monnaie d'échange. Je pense que nous avons très mal négocié au cours des dernières années, car nous avons repoussé la question des villes et villages juifs des territoires à la fin des négociations. C'est également dans cette idée que nous n'avons cédé que des terrains vagues, où aucun Juif ne vivait.

L'un des points essentiels qui conditionnent l'avenir de l'État Juif réside dans l'essor de l'immigration. Comment pensez-vous qu'il serait utile de procéder afin d'augmenter l'Alyah ?

Lors de la première élection d'Ariel Sharon, je faisais partie du «comité des cent premiers jours», commission chargée d'établir un plan de priorités pour les trois premiers mois du mandat du Premier ministre. L'une de nos missions était de faire une proposition pour promouvoir l'immigration. A l'époque, nous avons déjà parlé de la France, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud et d'un certain nombre d'autres pays à risques. Je recommandais alors, et je le pense aujourd'hui encore, qu'il était indispensable d'établir une stratégie à moyen et long terme afin d'encourager l'Alyah intelligem-

ment. Celui-ci portait sur deux volets. Le premier concernait l'attractivité d'Israël et l'idée qu'Israël soit à même d'offrir un programme d'absorption et d'intégration complet et adapté aux besoins et à la formation des nouveaux immigrants. Le second volet résidait dans le travail des émissaires. Aujourd'hui, nous envoyons des centaines de délégués à travers le monde à la recherche de Juifs dans les endroits les plus reculés. Or nous devrions concentrer nos efforts dans les pays où nous avons le plus de chances de trouver d'importants groupes d'immigrants. Je pense que l'Alyah constitue l'une de nos priorités, qui ne s'accomplira ni par un développement naturel, ni par miracle.

Comment voyez-vous l'évolution du conflit arabo-israélien ?

Je ne pense pas que nous arriverons à résoudre fondamentalement cette question dans un avenir proche. Nous devons donc penser avant tout à la manière de gérer le conflit plutôt que de chercher à le résoudre. Si nous agissons intelligemment et avec discernement, nous aurons toutes les chances de vivre une période de calme relatif pendant assez longtemps. J'entends par là que nous devons d'abord terminer la barrière de sécurité, car celle-ci ne nous apporte pas uniquement une sécurité accrue, comme l'expérience des tronçons existants le démontre d'ores et déjà, mais nous protège sur le plan démographique. Il faut savoir qu'avant la construction de la barrière, 100'000 Arabes venus de Judée-Samarie se sont installés illégalement du côté occidental de la Ligne verte. Il est évidemment très important que cette barrière de sécurité ne soit pas construite le long de la frontière d'avant la Guerre des Six Jours. D'autre part, sur le plan international, nous devons mener une politique extrêmement prudente et bien définir à quel moment nous pouvons être flexibles et quand nous devons faire preuve de fermeté.

Toujours dans le cadre du conflit, pensez-vous que l'établissement d'un état palestinien constitue une option réaliste ?

Le débat sur cette question est totalement artificiel. En effet, aussi bien à gauche qu'à droite, un certain nombre de paramètres sont considérés comme acquis. Personne n'estime nécessaire de réinstaller définitivement l'armée à Jenin, Toulkarem, Bethlehém, Ramallah, Shehem (Naplouse), Jéricho ou à Gaza, ce qui n'exclut pas que l'armée n'y opère des incursions sécuritaires si la situation l'exige. Parallèlement, les deux camps politiques israéliens sont d'accord sur le fait que toute entité palestinienne, sous quelle forme que ce soit, ne pourra disposer du contrôle de l'eau, de l'air, de l'électricité, des frontières, etc. Or aujourd'hui, les territoires cédés à l'Autorité palestinienne ne sont plus sous autorité israélienne, il ne reste plus que la question de savoir quelle identité cette autorité doit effectivement avoir. Je suis contre



M. Sa'ar est très fortement opposé au retrait unilatéral des agglomérations juives de Gush Katif.

l'établissement formel d'un état palestinien, car toute intervention sécuritaire et militaire de notre part serait considérée comme une agression entre États, ce qui limiterait notre liberté d'action pour notre protection. De plus, tant qu'Arafat sera en place, il sera impossible d'ouvrir un nouveau chapitre dans les relations entre les Israéliens et les populations arabes vivant sous l'administration de son autorité. Nous avons bien vu ce qui s'est passé avec Abou Mazen, dont le passage n'est plus qu'un petit épisode dont presque plus personne ne se souvient.

Pour terminer, je voudrais savoir quelle est votre position par rapport à une question qui est au centre du débat national en Israël, à savoir le problème de l'identité juive par rapport à l'identité israélienne. Quelles sont vos idées à ce sujet ?

Vous touchez là un point essentiel sur lequel je peux vous dire que je dirige un comité chargé de la mise en place finale de la constitution de l'État d'Israël qui, pratiquement soixante ans après sa fondation, en est encore toujours dépourvu. Je pense que d'ici la fin de la législature actuelle de la Knesset, si nous n'avons pas d'élections anticipées, notre projet sera mené à terme. La question que vous évoquez est bien entendue au centre de nos travaux. De nombreux éléments sont actuellement débattus dans le but de maintenir le caractère juif de l'État et certains axiomes immuables sont déjà acquis: l'hébreu comme langue nationale, le droit du retour des Juifs, l'hymne national et le drapeau. L'ancrage de ces points dans la constitution coupera l'herbe sous les pieds des mouvements de pensée qui veulent priver Israël de son identité juive. Pour ma part, j'estime que sur l'ensemble de mes activités, celle-ci est la plus importante. Nous ne savons pas ce qui se passera à l'avenir et dans les générations futures et c'est pourquoi il est essentiel que l'identité et le caractère juif de l'État soient inscrits à tout jamais et de manière immuable dans notre constitution.